

DIMANCHE 4 DÉCEMBRE

9h00

ouverture

9h15

4 – Les droits des femmes : un enjeu planétaire ?

Si nous nous réjouissons de voir tomber des dictatures par la seule volonté du peuple, nous devons rester vigilantes : les Révolutions arabes en cours doivent s'accompagner de réelles avancées pour les droits des femmes ! Dans le monde des femmes s'organisent pour combattre les dominations et discriminations et exiger leurs droits, le respect de leur dignité, de leur liberté et leur place dans la vie publique.

5 – Féminisme, démocratie, libertés à l'épreuve des extrêmes droites et de l'ordre moral

Conséquence de l'instrumentalisation délibérée par les politiques à l'œuvre de discours ouvertement racistes et xénophobes, l'extrême droite progresse sans obstacles. Il faut comprendre et analyser la situation pour mieux faire barrage à ce qui représente un danger pour les droits des femmes et la démocratie.

6 – Familles : je vous hais Familles : je vous aime

Longtemps le modèle de la famille, contractualisée par le mariage, a été construit sur la domination masculine. Aujourd'hui, avec ses nouvelles formes, la famille est-elle toujours un lieu de subordination des femmes ?

Par ailleurs, longtemps défavorable aux femmes, le mariage a évolué. Toutefois, revendiqué par le mouvement homosexuel au nom de l'égalité des droits, n'est-il pas un retour en arrière, une sorte de désir d'intégration ? Ne renforcerait-il pas le patriarcat et n'oblitérerait-il pas la revendication des droits individuels, garants de l'autonomie de toutes et tous ?

12h30

Déjeuner sur place

14h30

Assemblée plénière Adoption du cahier de doléances et propositions d'actions

17h30

Clôture

Échangeons ensemble au cours de ces deux jours d'interventions, de débats, de tables rondes.

Préparons ensemble ces États généraux et ces Cahiers de doléances !

Entrée avec repas le dimanche :

20€/25€ pour les sympathisant-e-s
- bienfaiteurs-rices/
15€ pour les étudiant-e-s, chômeuses,
chômeurs et titulaires du RSA

Entrée sans repas :

10€/15€ pour les sympathisant-e-s
- bienfaiteurs-rices/
5€ pour les étudiant-e-s, chômeuses,
chômeurs et titulaires du RSA

S'inscrire à colcadac@club-internet.fr

(chèques à l'ordre de la CADAC à envoyer au 21ter rue Voltaire, 75011 Paris).
Les inscriptions seront prises en compte dès réception du chèque.)

④5-①1: Bobigny - Pablo Picasso

LES
DROITS
DES
FEMMES
DANS
TOUS
LEURS
ÉTATS!



SAMEDI 3 DÉCEMBRE

14h00

Accueil des participant-e-s

14h30

Ouverture des États généraux

Nous sommes confrontéEs à une offensive sans précédent du gouvernement pour changer en profondeur notre société, balayant les acquis du mouvement ouvrier, de la Résistance, des mouvements sociaux.

La lutte contre la dette est devenue le crédo de nos démocraties occidentales. Quelle dette? Leur dette! Pas celle des peuples, pas celle des femmes, pas celle des milieux populaires, mais celle des marchés financiers, cette dette qu'ils veulent nous faire payer afin d'assurer les bénéfices de leurs actionnaires. Leurs subprimes, leurs emprunts toxiques, nous n'avons pas à les payer! Et pourtant ils le veulent.

Notre société, qui résistait, qui était encore, peu ou prou, fondée sur la solidarité, est aujourd'hui mise au banc des accusé-e-s, faisant, soi-disant, obstacle à l'évolution de l'humanité. Leur évolution de l'humanité qui équivaut au déploiement total de l'initiative privée, contre l'intervention de l'État, contre le collectif, contre la solidarité. Leur régression organisée, et c'est la démocratie qui est en danger!

Ils s'attaquent aux services publics, opérant un démantèlement minutieux et implacable. Les femmes sont en première ligne pour en subir les conséquences, palliant, à tous les âges de la vie, la double absence d'un service public de la petite enfance et celle d'un service public de prise en charge des personnes âgées. Ou voient des Centres IVG qui ferment dans la foulée dévastatrice de la loi Hôpital Patient Santé Territoire (loi dite Bachelot).

Non contents de cet état de fait, ils s'attaquent aussi aux associations auxquelles ils ont confié des missions de service public comme celles qui soutiennent les femmes victimes de violences. Elles voient ainsi leur spécificité niée et leurs subventions rabotées.

Le développement du chômage, du sous-emploi, des contrats atypiques, de la précarité et de la pauvreté par le biais des politiques ultralibérales touche les femmes en tout premier lieu. Inutile d'épiloguer, on le sait maintenant: elles sont les plus pauvres, les plus à temps partiel contraint et les moins bien payées. Leurs qualifications ne sont pas reconnues!

Au niveau de la pensée, on voit valoriser des idées qui fleurent mauvais leur pesant de réaction: remise en question de la théorie du genre, promotion du mythe de l'identité nationale. La Droite populaire, tendance créée dans l'UMP pour siphonner, comme en 2007, les voix du FN, flirte dangereusement, avec délectation d'ailleurs, avec les thématiques de ce dernier. Et qui dit réaction, dit en premier lieu remise en cause des droits des femmes, l'Histoire le prouve à chaque instant!

Face à cette volonté de recul de civilisation, de refonte totale de notre société, des voix s'élèvent, s'indignent, s'organisent. Dans de nombreux pays de par le monde, de jeunes générations se lèvent, de jeunes féministes aspirent à reprendre le flambeau de la résistance.

Pour lutter touTEs ensemble, il est essentiel d'analyser minutieusement les effets de cette offensive et d'essayer de cerner au plus près les changements de civilisation à l'œuvre. Nous avons besoin de réfléchir, d'échanger, d'élaborer. Et de bâtir des résistances.

C'est pour cela que le Collectif National pour les Droits des Femmes appelle à des États Généraux les 3 et 4 décembre 2011. Toutes et tous ensemble nous élaborerons des Cahiers de doléances qui porteront bien haut nos revendications et seront soumis aux candidatEs à l'élection présidentielle. Nous définirons également des actions et des initiatives nécessaires à la construction de rapports de forces décisifs.

Nous aborderons ensemble les thèmes suivants:

15h00-18h30

1 – Violences sexuelles et quasi impunité: un phénomène inéluctable?

L'actualité médiatique de ces derniers mois a de nouveau montré que les mythes autour des violences faites aux femmes sont largement répandus dans notre société. Faire connaître les violences faites aux femmes dans toute leur complexité, leur typologie et leur signification dans un système sociétal de domination masculine, est encore une tâche à accomplir. Face à cela, force est de constater l'inefficacité et l'absence de volonté du système judiciaire à appréhender les violences dont nous sommes victimes comme elles devraient l'être: des délits et des crimes contre notre intégrité!

2 – À l'heure du tout marchandise, où en est le droit des femmes à disposer de leur corps?

Dans le système économique ultra libéral actuel cette affirmation ne tient-elle pas de la formule incantatoire? Il faut encore et toujours se mobiliser pour défendre le droit à l'avortement et à la contraception. Quels centres IVG voulons-nous pour demain? Les débats autour des questions de bioéthique, et notamment sur les mères porteuses, mettent en évidence les attaques contre le droit des femmes à disposer de leur corps. Le risque de marchandisation des corps, sous prétexte de consentement et de liberté, est sérieux.

3 – Égalité dans l'emploi: un combat de Sisyphe? travail, précarité, pauvreté

Malgré des luttes de longue date et les lois successives, le travail salarié des femmes n'est toujours pas pleinement reconnu, leurs qualifications restant considérées le plus souvent comme des qualités naturelles. L'inégalité des salaires et des retraites perdure, accentuée par les temps partiels imposés et les contrats atypiques et précaires.

C'est encore à elles et à elles seules que revient de concilier vie familiale et professionnelle, avec la prise en charge des enfants et des personnes dépendantes ou en perte d'autonomie, et le travail dit domestique. Il s'agit bien d'une double journée. La casse des services d'accueil de la petite enfance (crèches, maternelles) et les projets de loi en perspective, sur la perte d'autonomie et la dépendance, annonçant la remise en cause de la Sécurité sociale, freinent encore leur accès à un emploi de qualité et à des salaires décents.